



Assemblée générale

Distr. générale
30 août 2022
Français
Original : anglais

Soixante-dix-septième session

Point 118 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : élection de membres
du Conseil des droits de l'homme**

Note verbale datée du 24 août 2022, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente du Kirghizistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République kirghize auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de se référer à la candidature de la République kirghize au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, à l'occasion des élections qui se tiendront à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, en octobre 2022.

Conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente fait tenir ci-joint au Président le texte des engagements que la République kirghize a pris volontairement en faveur de la promotion et de la protection des droits humains (voir annexe).

La Mission permanente de la République kirghize auprès de l'Organisation des Nations Unies serait reconnaissante au Président de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 118 c) de l'ordre du jour provisoire.

* [A/77/150](#).



**Annexe à la note verbale datée du 24 août 2022 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente
du Kirghizistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Engagements pris volontairement par la République kirghize
en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale**

La République kirghize est attachée aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La République kirghize défend l'universalité des droits humains et leur application dans l'égalité, sans discrimination et sans sélectivité.

La République kirghize est convaincue que le Conseil des droits de l'homme est l'un des organes les plus importants des Nations Unies et une plateforme mondiale unique permettant d'examiner et d'élaborer des recommandations dans le domaine des droits humains.

La République kirghize a déjà été membre du Conseil des droits de l'homme à deux reprises – en 2009-2012 et en 2016-2018 – et, forte de son expérience, elle entend continuer à contribuer aux travaux de cet organe des plus importants et sollicités des Nations Unies. À cet égard, la République kirghize a présenté sa candidature au Conseil pour la période 2023-2025.

Réalisations de la République kirghize dans le domaine des droits humains

La mise en place d'une forme de gouvernement démocratique forte, par l'instauration de l'état de droit, la mise en conformité de la législation nationale avec les normes applicables du droit international et la réforme radicale du système judiciaire et de l'appareil répressif, continue de progresser de manière dynamique en République kirghize.

À cet égard, un inventaire à grande échelle de la législation nationale est mené depuis 2021, et un travail systématique est effectué pour humaniser la législation pénale. Ainsi, les mesures suivantes sont actuellement mises en œuvre : Stratégie nationale de développement durable de la République kirghize pour 2018-2040 ; Stratégie d'État pour la lutte contre la corruption et l'élimination de ses causes pour 2021-2024 ; Programme d'État sur le développement du système judiciaire de la République kirghize pour 2019-2022 ; Stratégie de développement du système pénitentiaire (pénal) de la République kirghize pour 2018-2023 ; Plan d'action pour l'amélioration de la qualité de vie des citoyens âgés en République kirghize pour 2019-2025 ; Programme gouvernemental de la République kirghize pour le soutien aux familles et la protection de l'enfance pour 2018-2028 ; Programme de développement national de la République kirghize à l'horizon 2026.

Le Plan d'action en faveur des droits humains a été activement mis en œuvre pour la période 2019-2021. Actuellement, le nouveau Plan d'action pour 2022-2024, élaboré sur la base des recommandations issues du troisième cycle de l'Examen périodique universel ou formulées par les organes conventionnels et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, ainsi que la Stratégie nationale de promotion de l'égalité des genres en République kirghize à l'horizon 2030, en sont à la dernière étape de la procédure d'approbation.

En outre, d'importants progrès ont été accomplis pour réformer et démocratiser le droit et les processus électoraux de la République kirghize. La réforme aboutie du système électoral a permis de garantir la crédibilité, la transparence et la compétitivité

des élections et s'est traduite par la création des conditions permettant d'assurer la pleine réalisation, dans le cadre d'élections, des droits politiques des citoyens, en tant que candidats et en tant qu'électeurs.

Ce travail se poursuivra, l'organisation d'élections libres et démocratiques étant essentielle à la réalisation de la norme internationale suprême en matière de démocratie et d'obligation constitutionnelle qu'est le principe de souveraineté populaire et de participation citoyenne.

D'autres mesures seront prises pour rendre le processus électoral plus inclusif en améliorant les conditions de la pleine mise en œuvre du droit de vote actif et passif des citoyens, notamment des femmes, des jeunes, des membres de minorités ethniques, des personnes handicapées et des migrants internes et externes.

À ce jour, la République kirghize est partie à huit des neuf principaux instruments internationaux des Nations Unies relatifs aux droits humains (Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ; Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; Convention relative aux droits de l'enfant ; Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ; Convention relative aux droits des personnes handicapées) et a présenté plus de 28 rapports nationaux aux organes conventionnels de l'ONU depuis 1992. Le pays a fait l'objet de son troisième cycle de l'Examen périodique universel en janvier 2020 et, en décembre de la même année, a adressé une invitation permanente à tous les mécanismes thématiques relevant des procédures spéciales de l'ONU. Au total, entre 2001 et 2022, la République kirghize a reçu 12 titulaires de mandat dans le cadre de visites de pays. La République kirghize a également reconnu officiellement la compétence du Comité des droits de l'homme et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour ce qui est de l'examen des communications émanant de particuliers.

La collaboration étant l'un des mécanismes les plus efficaces s'agissant de promouvoir les questions relatives aux droits humains à l'échelle nationale, la République kirghize s'emploie à mettre en place les conditions nécessaires à l'établissement d'une plateforme efficace pour un dialogue et une coopération à égalité. Ainsi, le pays compte plus de 6 000 organisations non gouvernementales et défenseurs et défenseuses des droits humains et s'appuie sur l'Organe de médiation, la Commissaire aux droits de l'enfant de la République kirghize, le Conseil pour les personnes handicapées relevant du Cabinet des ministres de la République kirghize, le Conseil national des femmes et le développement du genre relevant également du Cabinet des ministres, et le Centre national de prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En 2013, le Conseil de coordination des droits humains, du Cabinet des ministres de la République kirghize, a été créé afin de surveiller les activités entreprises par les organes de l'État pour mettre en œuvre les recommandations de l'ONU en matière de droits humains.

Toujours dans le domaine de la promotion des droits humains, la République kirghize prend des mesures pour :

Mettre tout en œuvre afin de protéger et de promouvoir les droits humains et les libertés fondamentales ainsi que de garantir l'État de droit et la démocratie, tant au niveau national qu'au niveau international ;

Participer activement aux travaux engagés pour renforcer le rôle du Conseil dans l'amélioration de la coopération internationale aux fins de la réalisation du respect universel des droits humains et des libertés fondamentales ;

Soutenir le travail des organes conventionnels et des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ainsi que leurs mandats et attributions ;

Défendre l'universalité de l'Examen périodique universel et apporter une contribution constructive à la procédure d'examen ;

Promouvoir les droits des femmes, des enfants, des travailleurs migrants et des personnes handicapées au niveau international ;

Contribuer à la coopération et au dialogue internationaux dans le cadre du Conseil des droits de l'homme en faisant progresser la lutte contre la discrimination, la xénophobie et l'intolérance ;

Continuer de seconder le(la) Haut(e)-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans l'exécution de son mandat.

La République kirghize entend également :

Adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et engager un dialogue constructif visant à améliorer le système de protection des droits humains dans le pays ;

Continuer de coopérer avec les organes conventionnels de l'ONU, veiller à la présentation en temps utile des rapports périodiques nationaux et assurer la mise en œuvre ultérieure des recommandations issues de l'Examen ;

Renforcer et développer le potentiel et les capacités des institutions nationales de défense des droits humains pour leur permettre de s'acquitter de leurs mandats de manière efficace et indépendante, avec des ressources financières et humaines suffisantes, conformément aux Principes de Paris ;

Renforcer le mandat et l'indépendance de l'Organe de médiation, conformément aux Principes de Paris ;

Veiller au bon fonctionnement du Conseil de coordination des droits humains, qui relève du Cabinet des ministres de la République kirghize ;

Continuer de renforcer les capacités de la société civile et travailler en partenariat avec les organisations de la société civile dans l'élaboration des politiques nationales ;

Poursuivre les efforts visant à renforcer les mesures de lutte contre la corruption, conformément à la campagne internationale de renforcement de la bonne gouvernance ;

Continuer de s'employer activement et avec cohérence à mettre la législation nationale de la République kirghize dans le domaine de l'enregistrement des naissances en conformité avec les normes internationales, afin de garantir l'enregistrement de chaque enfant né sur le territoire de la République kirghize ;

En coopération avec les organisations internationales et les représentants de la société civile, poursuivre les activités visant à sensibiliser la population aux droits humains dans le cadre de campagnes d'information ainsi qu'à dispenser une formation dans ce domaine aux agents des services répressifs et judiciaires ;

Promouvoir le respect des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des citoyens, compte dûment tenu des droits des groupes les plus vulnérables de la population ;

Intensifier les efforts visant à éliminer la pauvreté, notamment par la mise en œuvre du Programme de développement du travail et de la protection sociale de la population ;

Mettre en œuvre le programme « Pays accessible » destiné à prendre en compte les questions intéressant les personnes handicapées et les autres groupes à mobilité réduite en République kirghize ;

Continuer d'accorder l'attention nécessaire aux questions de genre dans tous les domaines de la politique publique, sur la base du concept d'égalité des genres inscrit dans la Constitution ;

Continuer d'œuvrer à la création des conditions nécessaires à la réalisation des droits économiques, politiques, sociaux et culturels des femmes et des filles, notamment en instaurant un système d'éducation fonctionnelle, en améliorant l'accès des femmes à la justice et en soutenant le leadership politique des femmes à tous les niveaux, ainsi que les élections et la gouvernance ;

Poursuivre les efforts visant à améliorer le bien-être des enfants, notamment par le soutien aux familles et la protection des enfants contre toutes les formes de violence ainsi qu'à accroître l'accès des enfants, en particulier des enfants handicapés, issus de minorités ethniques ou en situation difficile, à une éducation de qualité, multilingue et inclusive.
